



Ouvrir Riom communauté aux aspirations populaires et en favoriser l'expression

Nous avons bien reçu vos « questions aux candidats » concernant l'intercommunalité et nous vous en remercions. Avant de répondre aux questions tout à fait légitimes que vous posez, nous voulons préciser notre position générale par rapport à l'intercommunalité. Nous y interviendrons bien sûr et ferons entendre nos propositions tout en contestant et en faisant évoluer un cadre artificiel et un mode de fonctionnement peu démocratique. Pour le dire d'une façon un peu imagée, les représentants de Place au Peuple entendent bien ouvrir très largement les portes et les fenêtres de ce lieu aux aspirations et à la parole populaires.

Priorités

1. Les liens que nous avons établis avec les autres communes découlent de notre conception de la vie politique et ne se limiteront donc pas au club fermé des élus de Riom communauté. C'est ainsi que l'équipe d'animation de notre campagne a bénéficié, pour alimenter au-delà de Riom communauté la réflexion sur des enjeux plus globaux, de l'éclairage de camarades de Volvic et de Chatel-Guyon. Surtout, nous entretenons des liens privilégiés avec les milieux associatifs et syndicaux qui se font les porte-parole des revendications sociales, écologiques et démocratiques de la population. Nous entendons les approfondir et nous demanderons aux élus de se situer par rapport à leurs revendications.
2. Les actions prioritaires en découlent. Outre la question primordiale et transversale de l'emploi, nos trois priorités porteront sur :
 - un plan d'urgence de lutte contre le mal-logement associant étroitement les mal-logés eux-mêmes et leurs associations de défense. Les axes de ce plan concerneront le fléau de la spéculation immobilière au travers d'une politique plus systématique de préemption qui permette d'établir un rapport de force et de faire baisser le prix des logements et des loyers. Nous favoriserons la réhabilitation écologique et économique des logements en lien avec le tissu artisanal local,
 - Nous aborderons dans une optique nouvelle la problématique des transports publics avec notamment comme axe le principe d'aller vers la gratuité pour les déplacements domicile-travail,
 - Nous voulons protéger les plus démunis. Pour cela nous recenserons l'ensemble des besoins en matière de services aux personnes dans un contexte de misère sociale et de désengagement de l'état. Nous établirons un plan de protection et favoriserons le développement de services et des infrastructures adaptées (maison de retraites humaines et abordables, aide aux personnes, etc..).

Fiscalité

1. L'idée d'harmonisation avancée par certains est ambiguë. Harmonisation par rapport à quoi ? Par le haut, par le bas ? Tout le monde, des plus riches aux plus modestes, devrait « également » se serrer la ceinture ? Notre priorité sera de ne pas augmenter les bases de la fiscalité des ménages.
2. Nous n'acceptons pas la politique d'austérité menée au plan national avec sa traduction en termes de dotation en baisse pour les communes. C'est injuste et destructeur du lien social. Il n'y a pas de fatalité à cela : en recevant un clair avertissement venu de leur gauche nous espérons que le message sera entendu. Sinon, nous continuerons le combat social et politique. Déjà, les rendez vous du 18 Mars et du 12 Avril pour une grande marche du ras le bol de gauche sont prévus.

Par rapport aux mesures évoquées dans le questionnaire :

- nous excluons à la fois l'augmentation de l'impôt des ménages et la réduction de la masse salariale qui permet de faire fonctionner des services publics indispensables. Il y a des discours très hypocrites sur ce point. Que la droite nous dise clairement quel service au public elle veut supprimer.
- Nous n'excluons pas de faire peser davantage la fiscalité sur les grosses entreprises qui font des profits sans contre partie.
- Nous voulons plus de justice dans le système de fiscalité locale. Nous voulons aussi une révision de la valeur cadastrale des biens immobiliers qui détermine le montant de la taxe foncière et de la taxe d'habitation, ce qui implique un réexamen au niveau inter-communal.
- nous estimons possible de réduire certaines dépenses : celle des bureaux d'étude fort chers et dont le sérieux n'est pas toujours avéré, de la communication. Et s'il est bien normal que les élus touchent une indemnité pour compenser la réduction de leur temps de travail, on peut voir que certains cumulent plusieurs mandats et reçoivent ainsi plusieurs indemnités dont la somme totale est alors bien supérieure à un salaire. Nous définirons une grille d'indemnité des élu-e-s qui tiendra compte du cumul des mandats avec pour objectif une baisse globale de ce budget.
- Sans exclure d'attirer de nouveaux concitoyens, nous pensons que cette idée est à manier avec précaution pour ne pas aboutir à une concurrence généralisée entre territoires qui entraînerait encore plus de disparités et d'inégalités. Chacun en somme voudrait attirer les plus riches et se défaire de la charge des plus modestes en les laissant au voisin. On le voit bien quand il est question de logement social. Notre idéal c'est la coopération et la solidarité, pas la compétition.

Aménagement et cadre de vie

1. Nous sommes résolument et définitivement opposés au développement anarchique des grandes surfaces. Nous estimons que les élus de Riom communauté n'ont pas joué leur rôle pour favoriser en priorité le commerce de proximité dans les villages, les quartiers ou le centre ville de Riom. Cela est à revoir radicalement. Par ailleurs on peut imaginer d'autres formes d'échanges: Amap, marchés de producteurs, etc.
2. Nous ne sommes pas fascinés par la « métropole » du Grand Clermont dont se gargarisent le Scot et certains élus – en grand partie, c'est du vent... c'est la grenouille qui veut devenir plus grosse que le bœuf, qui enfle et qui s'endette... jusqu'au moment où elle éclate. Pourquoi les riomois n'auraient-il d'autres choix que de subir cette métropolisation sauvage ? C'est une vision « paillettes et bling-bling » du développement. Dans cette vision, il est à craindre que la « centralité », ce ne soit ni Clermont, ni Riom, mais l'étroit ruban d'une mégalopole concentrée sur des axes autoroutiers allant de Vichy à Brioude : une concentration

anarchique de capital et de population se déplaçant à grande vitesse sur une bande étroite de quelques kilomètres carrés, avec en périphérie des citoyens de seconde zone et un désert peuplé d' indigènes en charge de la conservation du folklore auvergnat. Ce qui induit bien des conséquences en chaine en matière de transports, d'habitat, d'activité. Ce n'est pas notre vision d'un développement équilibré et solidaire des villes et des territoires. Il ne s'agit pas de dire que la ville de Riom devrait se replier sur elle-même et être auto-suffisante mais d'admettre que ceux qui y vivent doivent avoir les moyens des maîtriser son développement, de privilégier l'humain et le « bien vivre » ensemble.

3. On peut rapporter les circulations douces aux projets déjà existants. A Riom, le bilan est inégal : il est franchement mauvais pour les pistes cyclables, en raison non seulement du retard pris mais aussi d'un schéma de conception et de réalisation incohérent, et même dangereux pour les usagers. Ce dossier est largement à reprendre. D'autres projets, au niveau intercommunal, méritent attention, comme la « coulée verte », qui est une bonne idée mais dont il faut bien constater qu'elle se heurte parfois non seulement aux propriétaires privés mais aussi à l'inertie ou à l'indifférence de certains élus.
4. Plutôt que d'attractivité – qui flaire trop le « prêt à penser » néo-libéral - nous préférons parler d'un centre ville où il fasse bon habiter et vivre ensemble. Tout se tient, du commerce de proximité aux logements abordables et décents. Il faut repenser ce centre ville en étant bien plus à l'écoute de ce que peuvent dire et proposer les habitants ; les contre-exemples absolus sont « L'ilot Grenier » ou la Place Felix Pérol, alors même que beaucoup de bonnes idées se sont exprimées – et parfois avec vigueur. C'est sans doute ce qui arrive quand on prend de haut et que l'on se méfie à ce point de ce qui émane de la population. Des grands chantiers nous attendent en vue des meilleurs usages possibles de friches industrielles ou de bâtiments publics, comme la prison. Mais avant d'être des chantiers du BTP, ce doivent être ceux de la démocratie citoyenne.
5. La fierté du label « ville d'art et d'histoire » est légitime pour Riom. Une « charte architecturale » à l'échelle de notre territoire, pourquoi pas, surtout s'il s'agit de préserver la ville de la marchandisation ambiante. Nous vous rejoignons donc pour dire : l'art, l'histoire, la culture ne sont pas à vendre mais à partager. Mais nous n'avons pas véritablement arrêté une position collective sur ce point. Tout est question de contenu, de modalité d'élaboration et d'un regard collectif qui ne soit pas simplement « conservateur ». Disons avec un peu d'humour qu'il y a probablement un pourcentage de génies et d'incapables parmi les spécialistes (ex. Bâtiments de France) à solliciter égal à celui que l'on trouve dans la population en général. Ajoutons pour finir que nous accolerions volontiers au label le qualificatif de « populaire ». On ne se refait pas...

La Liste « Place au Peuple » à Riom.